

# Contre vents et marées

## La Global Sumud Flotilla sous haute pression



Des navires de la Global Sumud Flotilla quittent le port de Barcelone, le 31 août 2025. AA Photo



Manifestation pro-Palestine à Turin, en Italie, le 22 septembre



Image de l'attaque de drone, la nuit du 24 septembre 2025. Photo de Yacine Haffaf

Une flottille citoyenne et humanitaire d'une envergure jamais vue navigue depuis septembre vers Gaza. Déjà visée par des attaques en mer, son arrivée devient de plus en plus incertaine.

Sumud — en arabe, cela signifie persévérance. Celle du peuple palestinien face aux attaques israéliennes depuis le 7 octobre, mais aussi celle des volontaires venus de 44 pays et embarqués sur 51 bateaux, sous la bannière de la Global Sumud Flotilla (GSF).

Initiée par plusieurs réseaux internationaux -- Freedom Flotilla Coalition, Global Movement to Gaza, Maghreb Sumud Flotilla et Sumud Nusantara -- la GSF s'est constitué en juin 2025. Le départ prévu initialement le 31 août 2025 s'est vu retardé par la météo. Les premiers bateaux ont quitté Barcelone, Gênes, Catane et Tunis entre le 19 et le 22 septembre. D'autres embarcations doivent encore les rejoindre depuis l'île grecque de Milos. Avec l'objectif de briser le blocus maritime imposé à Gaza depuis 18 ans. À leur bord, 45 tonnes d'aide humanitaire : vivres, matériel médical. L'opération est, selon ses organisateurs, principalement financée par des dons privés et de campagnes de financement. Les détails n'ont pas encore été communiqués par les organisateurs.

Mais au-delà de l'aide matérielle, c'est un message politique que porte la flottille : le blocus de Gaza constitue une violation flagrante du droit international, et sa levée est une urgence humanitaire. Les organisateurs rappellent qu'Israël n'a pas le droit d'intercepter des navires civils en haute mer ni d'arrêter leurs équipages.

### Une traversée sous haute tension

Depuis ce lundi, une politique de couvre-feu a été instaurée à bord des bateaux : pas de lumière, pas de téléphone, seules les braises des cigarettes sont tolérées. Objectif : éviter d'être repérés par les drones israéliens, qui survolent les navires chaque jour, entravent leur progression et exercent une pression constante sur les équipages, rapporte la journaliste Silvia Boccardi dans son podcast Verso Gaza. Pourtant, dans la nuit du mardi 23 au mercredi 24 septembre, sept bateaux de la flottille ont été visés par plusieurs drones au sud-ouest de la Crète, selon des responsables. Déjà, le 9 septembre, deux autres navires avaient été endommagés au large de la Tunisie. Depuis la terre ferme, lundi Israël a réagi : « nous ne permettront pas à des navires d'entrer dans une zone de combat active ni de violer un blocus naval légal », a déclaré Itamar Ben-Gvir, le ministre israélien des Affaires étrangères. Il accuse le Hamas d'avoir organisé cette opération pour servir ses propres objectifs. En France, la mobilisation reste discrète. Ailleurs, elle prend de l'ampleur : en Italie, plus de 500 000 personnes ont manifesté leur soutien à la flottille le 22 septembre, dans 80 villes. À Gênes et Catane, les départs des bateaux ont été salués par de larges rassemblements populaires. Actuellement, la flottille se trouve à environ 600 milles nautiques — soit 1 000 kilomètres — des côtes de Gaza. Regardée par l'opinion internationale, scrutée par Israël, la GSF poursuit sa route : sous haute surveillance, mais déterminée.

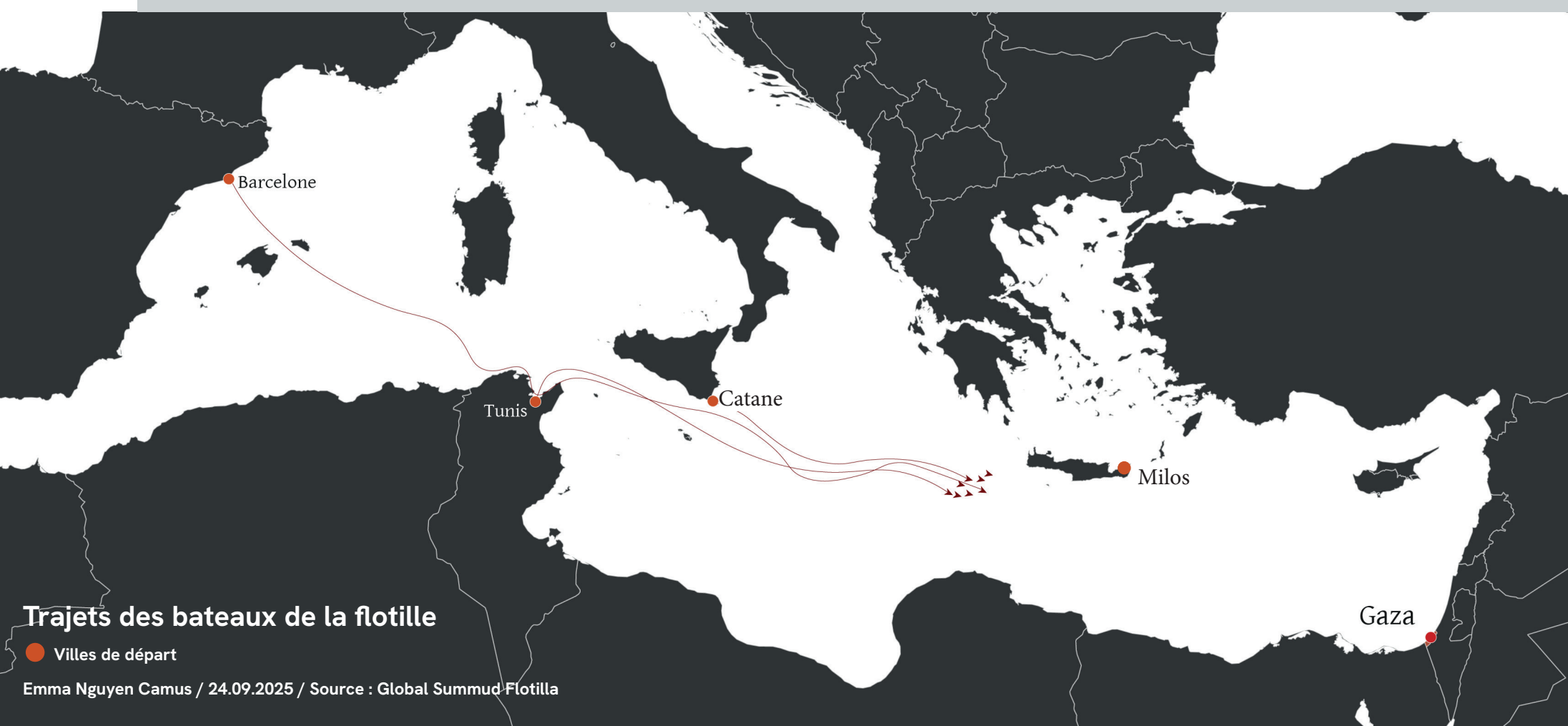
Beatrice Latini

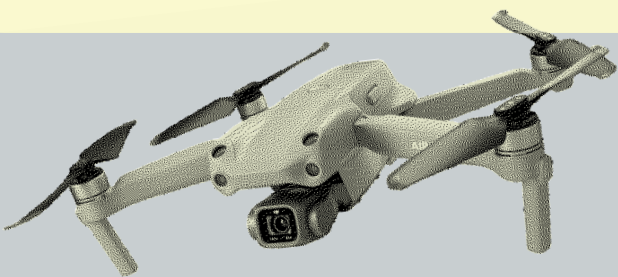
### Les chiffres clés

**51** bateaux en route vers Gaza

**44** pays représentés par des délégations civiles

**3 209 212 \$** levés en campagne de financement (estimation)





Surveillée chaque nuit par des drones israéliens, la Global Sumud Flotilla a déjà été visée à deux reprises : une première attaque dans les eaux tunisiennes le 9 septembre (deux bateaux endommagés), puis une seconde en haute mer le 24 septembre (sept navires touchés). Selon le média Israel Hayom, le ministre de la Sécurité nationale, Itamar Ben-Gvir, presse Netanyahu de durcir la riposte. Lors de la tentative d'avril dernier, l'équipage du navire La Madeleen à bord duquel se trouvait Rima Hassan avait été brièvement détenu avant d'être expulsé vers l'Europe. Cette fois, des détentions prolongées dans les prisons de Ktzi'ot ou Damon sont envisagées.

## Ces Français qui embarquent sur la flottille

Parmi les centaines de volontaires à bord des bateaux de la flottille, douze Français ont choisi de naviguer vers Gaza. Élus, médecins, artistes ou journalistes, tous sont unis par la volonté de briser le blocus. La jeune députée Emma Fourreau et le chirurgien humanitaire Yacine Haffaf illustrent cet engagement, nourri par l'horreur et l'urgence qui frappent Gaza.

À bord du Family, l'un des plus grands navires de la Global Sumud Flotilla, voyage Emma Fourreau, 25 ans, députée européenne. Déjà présente en juin 2025 sur le Handala, arraisonné par Israël, elle a choisi de repartir cette fois depuis la Sicile. À ses côtés, deux autres Françaises connues du grand public : Rima Hassan, députée européenne, et l'actrice Adèle Haenel, figure du mouvement #MeToo en France. La jeune élue navigue aux côtés de la direction de la GSF et d'une trentaine de passagers.

La traversée n'a rien d'une croisière : le Family a déjà été ciblé par une attaque de drone dans la nuit du 9 septembre. « Notre bateau est menacé, des drones nous survolent tous les soirs. » raconte-t-elle. Face au danger, les équipages s'organisent : tours de garde nocturnes, exercices en cas d'interception, entraide et échanges quotidiens pour tenir le rythme du voyage. Questionnée sur les risques qu'elle encoure, Emma Fourreau apparaît déterminée : « On compte sur Emmanuel Macron pour envoyer un message clair à Netanyahu : l'armée israélienne ne doit pas toucher à un seul cheveu de français ». Si elle dit ne pas avoir peur, c'est parce qu'elle garde en mémoire l'atrocité des images de Gaza : « Le génocide s'accélère mais l'action politique ne suit pas. »

Une détermination qui illustre le sentiment d'urgence partagé par l'ensemble du convoi. Sur un autre navire, le Jeannot 3, Yacine Haffaf, chirurgien franco-algérien de 69 ans, poursuit un engagement né sur le terrain. Habitué aux missions de Médecins sans frontières, il a travaillé en Irak, au Yémen ou en République Démocratique du Congo. Mais sa mission avec la Croix-Rouge à Gaza, en 2024, a marqué une rupture. « Je n'avais jamais rien vu de tel. L'intensité, la concentration des blessés et des morts... je me suis demandé si j'allais tenir », confie-t-il. Israël ne lui a pas permis de renouveler son intervention médicale. Alors il a trouvé une autre voie : rejoindre la flottille.

Sur son embarcation, ils sont sept à bord : trois skippers, un responsable légal, un relais médiatique — l'avocat belge Alexis Deswaef —, équipe qu'il vient compléter avec ses compétences de médecin. « Rares sont ceux qui reviennent de Gaza sans devenir des militants », explique-t-il. Mais la peur reste présente : « le gouvernement israélien a parlé de nous arrêter en tant que terroristes et prévoit des enfermements prolongés. J'avoue avoir un peu peur de cette issue. »

L'arrivée du cortège à destination prévue dans plus ou moins une semaine reste encore incertaine. Pour Emma Fourreau comme pour Yacine Haffaf, le principal atout reste le nombre de bateaux et l'ampleur de la mobilisation pour semer le trouble près des côtes gazaouies, malgré l'inévitabilité d'une intervention militaire. Mais pour la députée comme pour le chirurgien, le sens est déjà là : rappeler, par leur présence, que la solidarité internationale ne se négocie pas.

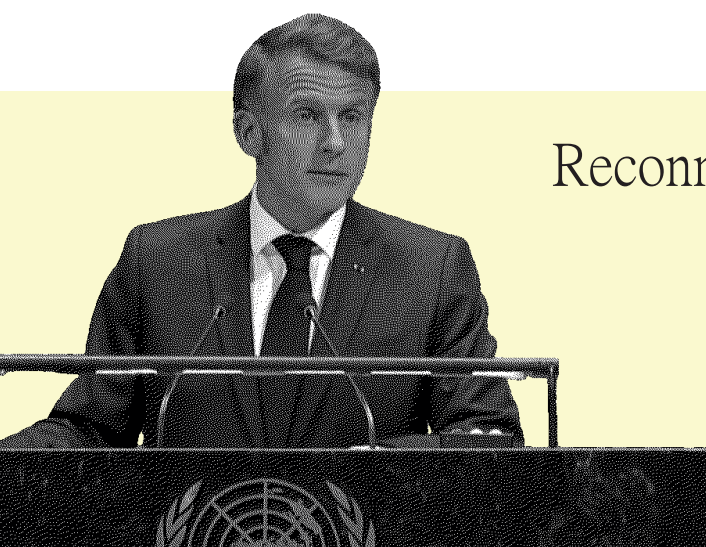
Emma Nguyen Camus



L'eurodéputée (La France insoumise) Emma Fourreau. AFP / Thomas Samson

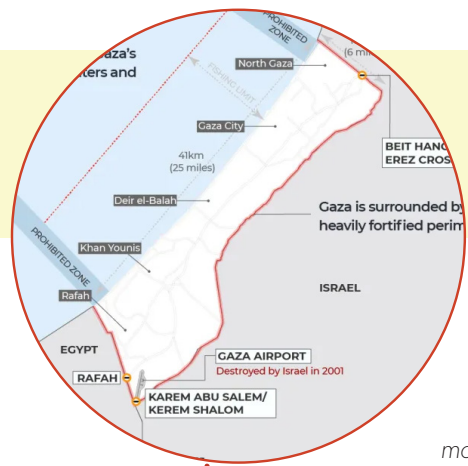


Yacine Haffaf, chirurgien, lors de la journée palestinienne organisée par le Collectif citoyen Mulhouse. Photo de Roméo Boetzlé



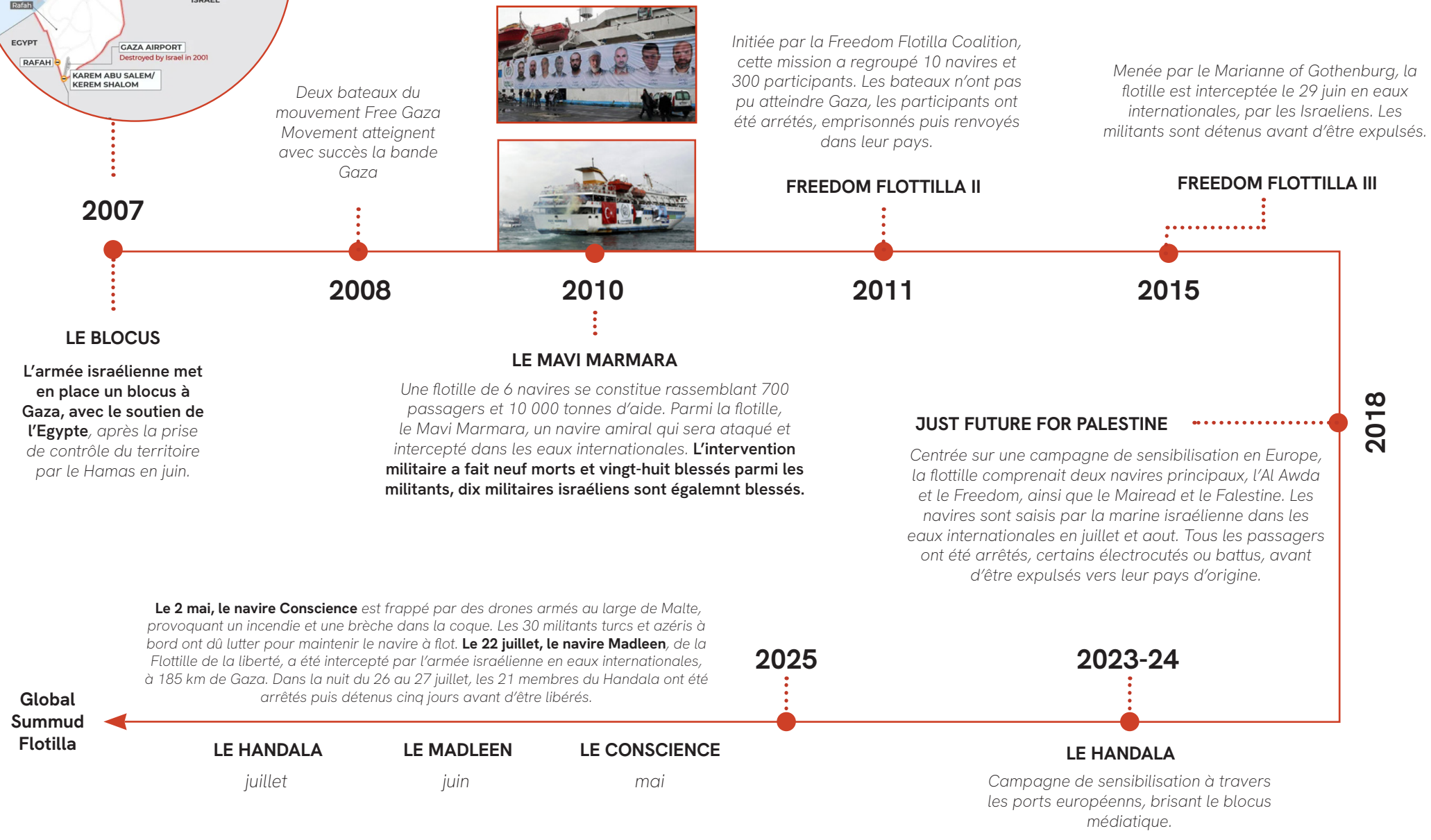
## Reconnaissance de l'État de la Palestine : un tournant diplomatique ?

Le 22 septembre 2025, à l'Assemblée générale de l'ONU, Emmanuel Macron a annoncé la reconnaissance officielle de l'État de Palestine par la France. Cette décision a été suivie par la reconnaissance de la Palestine par le Royaume-Uni, le Canada, l'Australie, le Portugal, le Luxembourg, Monaco, Andorre, Malte et la Belgique. Ces pays ont rejoint plus de 150 autres États membres de l'ONU dans cette démarche. Cette initiative a exacerbé les tensions avec Israël, qui considère ces reconnaissances comme une provocation.



# Les tentatives de rupture du blocus à Gaza

Avant la constitution de la Global Sumud Flotilla, plusieurs tentatives de contournement du blocus ont eu lieu dès 2008.



## Raphaël Porteilla, politiste international : « La tactique de cette flottille, c'est la bataille navale »

Propos recueillis par Ines Abandarar

Selon le professeur de sciences politiques à l'Université de Bourgogne, la préparation et l'organisation de la GSF sont inédites. La mission civique et humanitaire aurait, cette fois, de réelles chances d'arriver jusqu'à Gaza.

**De nombreuses missions humanitaires ont déjà tenté de briser le blocus de Gaza. Quelle est la différence cette fois-ci ?**  
Tout d'abord, il s'agit de la plus vaste mission civique navale jamais entreprise, tant par son ampleur que par sa médiatisation. Entre mai et juillet 2025, trois bateaux avaient déjà quitté la Tunisie, la Sicile et l'Italie pour affirmer leur solidarité. En septembre, une cinquantaine d'autres les ont rejoints. Cette fois, le casting est plus médiatique que jamais : Greta Thunberg, la députée européenne Rima Hassan, mais aussi des figures politiques françaises comme Olivier Besancenot. D'autres personnalités s'étaient déjà engagées par le passé — l'écrivain Henning Mankell en 2010, par exemple mais cette édition suscite une attention médiatique sans précédent. Ensuite, par sa préparation et son organisation : les participants suivent une formation avant le départ, avec des consignes de sécurité, des protocoles médicaux et des procédures précises en cas d'arraisonnement ou de violence. Des mesures comme le port obligatoire de gilets de sauvetage visent à protéger l'ensemble des participants.

**Que peuvent espérer les organisateurs, si la marine israélienne intercepte systématiquement ces bateaux ?**  
Comme pour tout pêcheur, il arrive qu'un poisson échappe aux mailles du filet. Jusqu'ici, un ou deux navires seulement prenaient la mer, faciles à repérer et à intercepter. Cette fois, ce sont 51 bateaux : un véritable changement d'échelle. Le jeu de « bataille navale » pourrait ainsi produire des effets. Même si tous les bateaux n'atteignent pas Gaza, il est probable qu'au moins l'un d'entre eux parvienne à accoster au large des côtes palestiniennes. Dans tous les cas, l'enjeu dépasse la simple cargaison : ces navires transportent des citoyens français, hollandais, allemands. Si leurs États décidaient de les escorter, l'initiative citoyenne pourrait se transformer en un véritable corridor humanitaire, avec un poids politique et symbolique considérable.

**Quels scénarios pourrait-on envisager dans les semaines à venir ?**  
Hier, j'écoutais Henri Laurence, un chercheur reconnu sur les questions palestiniennes et israéliennes, et il se montrait très pessimiste. Selon lui, la situation pourrait malheureusement conduire à une destruction massive de la population, voire à des expulsions forcées. C'est un scénario effrayant que plusieurs collègues, y compris israéliens, prennent au sérieux. Mais il existe aussi une lecture plus optimiste : la société civile se mobilise dans de nombreux pays, et les médias commencent à mieux contextualiser la situation. On observe une prise de conscience croissante, y compris chez certains jeunes Israéliens et au sein de la communauté juive américaine. Ces mouvements pourraient, à terme, faire évoluer les positions et limiter les violences, même si l'avenir reste incertain.

**Suite à la reconnaissance de la Palestine par la France, l'attitude de l'armée israélienne pourrait-elle évoluer ?**  
L'accueil des flottilles par la marine israélienne ne changera pas et pourrait même devenir plus violent. Les consignes resteront de bloquer toute tentative de passage. La reconnaissance de la Palestine par la France relève surtout du registre politique et symbolique : elle ne modifie pas les rapports de force sur le terrain. Les Palestiniens de Gaza ou de Cisjordanie me disent que cela ne changera pas grand-chose et pourrait même aggraver leur situation. Ce matin, certains médias faisaient état d'une vingtaine de morts à Gaza. Hier, dans une université que je connais bien à Birzeit, l'armée israélienne est intervenue pour la cinquième fois : portails brisés, bureaux saccagés, ordinateurs saisis, et plusieurs étudiants probablement enlevés. Et tout cela s'est produit presque simultanément à la reconnaissance officielle de l'État palestinien par la France et d'autres pays occidentaux.

**La justice internationale peut-elle peser ?**  
Pour l'instant, non. Depuis 2024, la Cour internationale de justice et la Cour pénale internationale ont lancé des mandats d'arrêt contre des responsables israéliens, y compris le Premier ministre et ministre de la Défense, Israel Katz. Mais sans exécution par les États occidentaux, tout cela reste théorique. Nous sommes face à un dilemme : soit le droit international s'applique réellement, soit il se réduit à un simple décor.